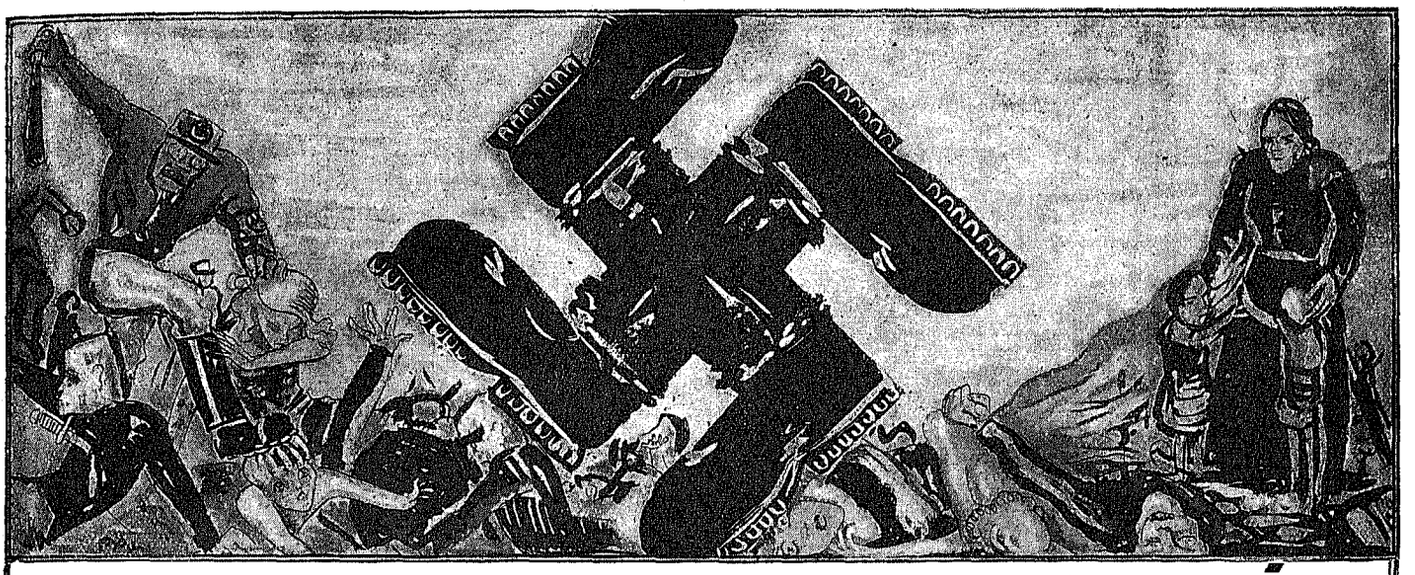

SOUS LA CROIX GAMMÉE

N° 16/17 Amsterdam.

Une alliance des employeurs.

(I.T.F.) Les employeurs allemands se sont préparés au combat. Sous la direction du ministre de l'Economie nationale, le Dr. Schmitt, qui n'est pas un national-socialiste proprement dit, tous les employeurs ont été groupés en 12 organisations solides dont tous, même le plus petit doivent faire partie : 7 groupements d'industriels, un groupement pour l'artisanat, un pour le commerce, un pour les banques et institutions de crédit, un pour les assurances et un pour les entreprises de communications.

Les nouvelles organisations ont officiellement reçu le mandat de "sauvegarder les intérêts économiques des employeurs et des entreprises ". Où sont donc ceux qui veulent attenter à ces intérêts; contre qui tout cet appareil est-il dirigé ? Contre personne d'autre que les ouvriers sans défense qui seront assujétis à partir du 1er mai aux contrats d'entreprise arrêtés par les employeurs selon leur bon gré.

Beaucoup d'industriels craignent une accentuation de la concurrence entre les entreprises par "l'élasticité" des contrats d'entreprise qui permettent des réductions spéciales des salaires pour exécution de commandes déterminées. La nouvelle organisation patronale a pour but d'empêcher cette concurrence dans l'intérêt du patronat.

La nouvelle "organisation de l'économie industrielle" doit servir à fondre en une solide unité la grande industrie, les classes moyennes et le monde des finances. Les personnalités dirigeantes indiquent l'orientation vers laquelle elle tend. Les sept organisations d'industriels qui auront une influence déterminante sur la politique sociale et celle des salaires sont encore groupées de manière spéciale dans la corporation de l'industrie allemande. La direction de cette corporation se trouve entre les mains du chef de la section I mines/fer/acier, le roi du canon Krupp, haï de tous les ouvriers. Le Dr. Kessler, l'homme de confiance de l'industrie électro-technique, a été chargé de la direction de l'ensemble comme étant un "partisan particulièrement énergique de la pensée nouvelle".

Le beau rêve de la communauté populaire, fait par la masse induite en erreur, est fini. Le réveil du Troisième Reich, c'est la dure réalité de l'exploitation organisée du prolétariat ligoté.

Le comble de la sagesse: Donnez avec générosité!

(I.T.F.) Les travailleurs allemands craignent de nouvelles réductions de leurs salaires par l'introduction après le 1er mai des contrats d'entreprise qui permettront aux employeurs de fixer les salaires comme bon leur semble. L'organe central du Front allemand du Travail déclare tout calmement qu'en effet les employeurs

peuvent arrêt les salaires selon leur bon gré et que "ce serait de l'utopie que d'admettre que des contrastes qui existent naturellement puissent artificiellement être effacés". A côté de cela cependant, on prétend que l'industrie va si bien qu'aucun employeur n'a besoin d'appliquer des réductions. "La pire période est derrière le dos", ainsi tranquillise le Dr. Goebbels.

Cette déclaration apaisante n'a toutefois pas eu l'effet voulu. Les ouvriers inquiets ont pu lire le 6 mars dans l'organe du parti national-socialiste, le "Völkischer Beobachter", un appel désespéré du rédacteur pour les questions économiques, de garder le calme à tout prix. L'exportation allemande--ainsi l'article-- qui occupait toujours 1 3/4 de million d'ouvriers, reculait en dépit des marks bon marché et des scrips, la Reichsbank n'avait ni or ni devises étrangères pour pouvoir acheter des matières premières pour l'industrie. L'unique salut résidait dans le programme économique national-socialiste et ce programme économique--jamais proclamé jusqu'à présent-- se compose de cette phrase terre à terre: "Ne mangez pas de pommes américaines et mettez votre argent dans les aumônières!"

Depuis longtemps déjà les ouvriers ne peuvent plus acheter de pommes à leurs enfants, et lors des quêtes obligatoires de la S.A. ils glissent pour peu que possible des boutons dans les aumônières. Ils sentent dans leur propre vie la banqueroute de la politique économique nazie dont la dernière issue est toujours à nouveau le recours à une quête publique.

La lutte des classes de par en haut.

(I.T.F.) Pendant des années, les nationaux-socialistes se sont montrés des adversaires acharnés de la lutte des classes. A présent toutefois le nouveau chef de la section économique du parti national-socialiste, le président de la Chambre de Commerce de Munich, Pietsch, en même temps chef du groupement patronal pour les industries chimiques, proclame soudainement: "Il faut reconnaître ouvertement que des divergences d'opinion entre employeurs et salariés sont naturels (!) dans la répartition du produit social dont il s'agit dans la question des salaires et que ces divergences existeront toujours." (Arbeitertum du 15 mars 1934.) Est-ce là une conversion? Non pas. Seulement à présent les travailleurs sont sans défense et les employeurs sont les dominateurs de l'Etat. Les nationaux-socialistes n'ont jamais été contre la lutte des classes de par en haut, mais lorsque les ouvriers offrent de la résistance, ils s'indignent.

La 2ème Bataille du Travail.

(I.T.F.) Le 21 mars a commencé la deuxième bataille du travail, grâce à laquelle le nombre des chômeurs inscrits, avant tout ceux inscrits au fonds de chômage devra diminuer d'encore 2.000.000. En février 1934 le nombre des chômeurs secourus était déjà de 2.140.000 inférieur au chiffre de février 1933, quoique suivant les relevés de l'Institut pour l'étude des conjonctures, le nombre d'ouvriers et d'employés ayant du travail n'augmentait que de 840.000 depuis l'année précédente.

Encore cette augmentation du travail n'est-elle que le résultat d'un armement fébrile:de fourniture d'uniformes par l'industrie textile, de construction d'automobiles et d'avions pour la S.A. et les autorités et de commandes spéciales faites à certaines entreprises chimiques et à l'industrie lourde. En d'autres termes des chômeurs ont à proprement parler été occupés par des commandes destinées au réarmement du pays. La nouvelle bataille du travail qui va être engagée est destinée à donner une nouvelle activité à l'industrie privée.

La bataille du travail a été inaugurée par une festivité à l'occasion de laquelle Hitler a fait un de ses discours coutumiers, sur le chantier des travaux pour l'auto-route qui devra relier Munich à la frontière. Cette auto-route, destinée à faciliter le transport de la S.A. et de la Reichswehr à la frontière, a une importance stratégique. Pour le Führer "desintéressé", elle a en outre l'importance qu'elle conduit directement de la Maison Brune à Munich à sa

maison de campagne près de Berchtesgaden. Les ouvriers qui doivent construire cette auto-route à la maison de campagne de Hitler reçoivent, à côté du secours de bienfaisance, tous les jours une terrine de soupe (dont la valeur est calculée à 25 pfennigs.) et tous les mois un bon qui leur donne droit à l'achat de vêtements et de chaussures pour une valeur de 25 marks. Cela correspond à un salaire horaire de 16 ½ pfennigs, payé toutefois en nature. Les travailleurs des différentes entreprises ont dû se rendre en bloc au discours de Hitler radio-diffusé. Cela leur a fait perdre une heure de salaire. Cela a une importance symbolique que de constater que la deuxième Bataille du travail commence par une perte de salaire.

Les salaires baissent.

(I.T.F.) Dans le courant d'une année, le revenu que l'ouvrier allemand retire de son travail a considérablement baissé. Hitler même s'est vu contraint d'avouer que dans le Troisième Reich les ouvriers doivent travailler " à des taux de salaires en partie vraiment impossibles" (Discours du 21 mars). L'Office national de statistique a indiqué, il est vrai ("Wirtschaft und Statistik" page 119) que les salaires prévus par contrat collectif n'avaient baissé la dernière année que de 1 p.100. Seulement autrefois déjà, la statistique sur les taux contractuels n'était pas une base sûre pour juger du revenu véritable des ouvriers.

Depuis des années, le revenu touché n'était dans beaucoup d'industries protégé qu'en partie par les contrats; les sursalaires conquis par les syndicats en sus du salaire contractuel constituaient pour beaucoup de catégories ouvrières le plus clair de leur revenu. Après l'anéantissement des syndicats libres, ces sursalaires ont été en majeure partie supprimés. En même temps, le revenu général a été avili par le fait qu'on a remplacé (dans l'industrie du textile particulièrement) le travail à la machine par le travail à la main bien plus long, sans modifier en conséquence le calcul du salaire à la pièce. Dans une grande mesure en outre, des hommes ont remplacé (avec l'approbation des Commissaires au travail) les femmes licenciées contre paiement du salaire payé aux femmes, des "maîtres" touchent les salaires prévus pour les "compagnons", des ouvriers spécialistes sont payés au tarif des manoeuvres. Dans tous ces cas cependant, les salaires contractuels sont restés les mêmes, bien que le revenu touché soit bien plus petit. La statistique des salaires donne ainsi une image fausse; les revenus bruts des travailleurs ont considérablement baissé par les mesures mentionnées, le chômage partiel les ayant fait baisser encore davantage.

Sur ce revenu brut ainsi réduit, on ne paie environ que les 3/4 le total des retenues pour assurances sociales , front du travail et "oboles" obligatoires (pour les victimes du travail, le secours d'hiver etc.) s'élevant actuellement à 25 à 30 p.100 du salaire brut. Par l'impôt aggravé sur le revenu, le redoublement de l'impôt des célibataires, la taxe sur la graisse et enfin par les innombrables quêtes, le revenu net a été réduit davantage encore que le revenu brut. C'est du salaire touché et non pas de statistiques officielles sans intérêt que doivent vivre les ouvriers.

Avec cela, le pouvoir d'achat des salaires a baissé par la hausse sensible de presque toutes les denrées alimentaires. De janvier 1933 jusqu'à janvier 1934, l'indice officiel du coût de la vie a augmenté de 6,3 p.100, et la valeur réelle des salaires a par conséquent baissé dans la même mesure. Les travailleurs ont faim. Et les chômeurs ? A la fin de cette première année de dictature hitlérienne 3 millions de chômeurs touchent en moyenne 14 marks par semaine; 4 autres millions sont "invisibles" et ne reçoivent pas un pfennig; 9 millions d'ouvriers et d'employés doivent travailler pour un salaire qui est à peine supérieur à l'allocation de famine payée aux sans-travail.

"Salaires impossibles"

(I.T.F.) Une bonne image du revenu effectif brut des travailleurs allemands nous est fournie par les décomptes sur les timbres

de l'assurance-invalidité vendus dans les différentes classes de salaires. Le 62,6% des ouvriers ne gagnaient en 1933 même pas 24 marks par semaine, c'est-à-dire moins que le minimum d'existence exempté de l'impôt. Plus d'un quart des ouvriers (26,9 %) ne touchaient pas 12 marks par semaine, c'est-à-dire encore moins que la moyenne de l'allocation de chômage. Le nombre de ceux qui recevaient un salaire hebdomadaire brut de plus de 36 marks n'était en 1933 que 17,3% du total des ouvriers. Parmi les employés, 38% ne gagnaient en 1933 même pas le minimum d'existence exempté de l'impôt, de 100 marks par mois, 33% gagnent des traitements allant de 100 à 200 marks par mois (Rapport du Bureau national pour l'assurance des employés). Sur 13½ millions d'hommes régulièrement occupés, 9 millions gagnaient à la fin de la première année de dictature nazie, des salaires qui se trouvent encore au-dessous du minimum qui, même selon les conceptions des autorités allemandes, est nécessaire à l'existence.

Les exploiteurs bruns sont protégés.

(I.T.F.) Le 1er mai 1934, les employeurs allemands jouiront d'une autorité presqu'illimitée dans leurs entreprises. Les chefs nazis ont pris soin d'assurer aux ouvriers réduits à l'esclavage, qu'à partir d'alors tous les employeurs seront animés de sentiments sociaux, ce qui n'a pas empêché les ouvriers nationaux socialistes, d'imposer* dans plusieurs endroits l'arrestation de certains employeurs non sociaux à leur avis. Aussi longtemps qu'il s'agissait de patrons juifs ou non nationaux-socialistes, on les a laissé faire: après un certain délai pour la forme, les détenus étaient simplement relâchés. Lorsque toutefois, on se mit à écrouer les premiers exploiteurs nazis, le gouvernement s'empressa de modifier les prescriptions sur la détention de protection. De telle sorte les ouvriers nationaux socialistes indignés ont à présent besoin de l'autorisation d'un ministre pour pouvoir écrouer un exploiteur brun, autorisation qui évidemment ne leur sera pas accordée. Par mesure de prudence le Dr. Ley a entrepris un voyage de quelques semaines "à travers toute l'Allemagne"; il se rend d'un industriel à l'autre, afin que "après les éclaircissements voulus", ils ne ressentent pas " la contrainte et la pression des lois ou de l'opinion publique". Hitler a en outre personnellement chargé les Statthalter de protéger ses bailleurs de fonds. * par mesure de précaution

Le paradis des bonzes.

(I.T.F.) La première lutte dans la bataille du travail allemand a été gagnée: le nombre des bonzes nommés par le Front allemand du Travail augmente toujours. Dans la Fédération des transports anciennement adhérente à l'I.T.F. il y avait autrefois dans la province du Brandebourg 5 secrétariats locaux, fonctionnant dans l'intérêt des travailleurs. A présent la section nationale : communications et services publics a installé pour le même arrondissement 33 secrétariats remplis de bonzes nazis qui ont à résoudre le problème difficile : comment tuer le temps. Les succès remportés dans le district du Brandebourg ont fait envie. A Erfurt il y avait dans la direction arrondissementale et la section locale de la Fédération des transports, 5 permanents syndicaux; à l'heure qu'il est, 25 bonzes nazis s'y ennuient. Dans la section nationale des métaux on a casé à:

Giessen ou	où il y avait autrefois				1	permanent	6	Nazis
Freiberg/Saxe	"	"	"	"	"	1	"	3	"
Bautzen	"	"	"	"	"	2	permanents	5	"
Francfort s/M	"	"	"	"	"	8	"	16	"
Leipzig	"	"	"	"	"	22	"	35	"
Dresde	"	"	"	"	"	30	"	53	"

Cet excès de zèle des bonzes a suscité une telle indignation que le cabinet hitlérien s'est vu obligé de placer tout le Front allemand du Travail sous contrôle financier. Vu toutefois, que ce contrôle est exercé à son tour par les nationaux-socialistes, le résultat se traduira probablement dans la nomination de toute une série de contrôleurs de plus.